Passé colonial et identité nationale : sur la rhétorique de N. Sarkozy

jeudi 12 février 2009, par LE COUR GRANDMAISON Olivier (Date de rédaction antérieure : mars 2008).

« Le rêve européen a besoin du rêve méditerranéen. Il s'est rétréci quand s'est brisé le rêve qui jeta jadis les chevaliers de toute l'Europe sur les routes de l'Orient, le rêve qui attira vers le sud tant d'empereurs du Saint Empire et tant de rois de France, le rêve qui fut le rêve de Bonaparte en Egypte, de Napoléon III en Algérie, de Lyautey au Maroc. Ce rêve ne fut pas tant un rêve de conquête qu'un rêve de civilisation. » Ayant parcouru d'un pas vif plusieurs siècles d'une histoire réputée grandiose, le même ajoute : *« Faire une politique de civilisation comme le voulaient les philosophes des Lumières, comme essayaient de le faire les Républicains du temps de Jules Ferry. Faire une politique de civilisation pour répondre à la crise d'identité, à la crise morale, au désarroi face à la mondialisation. Faire une politique de civilisation, voilà à quoi nous incite la Méditerranée où tout fut toujours grand, les passions aussi bien que les crimes, où rien ne fut jamais médiocre, où même les Républiques marchandes brillèrent dans le ciel de l'art et de la pensée, où le génie humain s'éleva si haut qu'il est impossible de se résigner à croire que la source en est définitivement tarie. (…) Il suffit d'unir nos forces et tout recommencera. »*

Quel est l'auteur de cette fresque singulière ? Qui a lu ces lignes prétendument inspirées alors qu'elles réhabilitent une vulgate ancienne destinée à légitimer les « aventures » impériales de la France ? Un ministre des Colonies de la Troisième République ? Un membre de la défunte Académie des « sciences coloniales » ? Un nostalgique de l'Algérie française ? Non, l'auteur de cette prose, aussi mythologique qu'apologétique de la colonisation, n'est autre que Nicolas Sarkozy qui a prononcé ces fortes paroles en tant que ministre-candidat lors d'un meeting tenu à Toulon le 7 février 2007 au cours de la campagne des élections présidentielles.

Eu égard à la personnalité de l'orateur et aux responsabilités qui sont aujourd'hui les siennes, de telles déclarations sont sans précédent depuis la fin du conflit algérien. Jamais le candidat de la principale formation politique de la droite parlementaire n'avait entrepris de restaurer ce passé en de semblables termes. Magnifique cas d'école. Il soulève de nombreuses questions sur les usages politiques de l'histoire, sur les moyens discursifs utilisés pour l'exploiter et tenter de la convertir en un pouvoir exercé sur l'actualité immédiate comme sur l'avenir. Intéressants mouvements qui transgressent en permanence la frontière entre passé et présent, et mêlent constamment le présent au passé, et le passé au présent si bien qu'au terme de ce processus, sans terme véritable en fait, émerge un passé-présent, un passé fait et exploité pour le présent, et un avenir qui est réputé s'éclairer de ce passé recomposé puisqu'il doit en être la continuation volontaire et courageuse.

Comparé au discours impérial républicain forgé sous la Troisième République, la permanence des procédés rhétoriques employés est remarquable. Ils consistent à établir une tradition admirable qui, est-il affirmé, court des Croisades à nos jours en passant par l'époque prestigieuse des Lumières et "l'âge d'or" des colonies conquises à la fin XIXe et au début du XXe siècles. Surgit alors l'image d'une France pourvue d'origines prestigieuses parce que lointaines car cette profondeur historique, supposée remonter à dix siècles, est tenue pour être le privilège des vieilles et des grandes nations ; ce grâce à quoi il est possible de les distinguer des autres que l'on dit plus jeunes, donc nécessairement moins illustres. Au fondement de ce *« dispositif »* [1], qui mobilise un certain savoir, une série d'énoncés et plusieurs procédés, il y a, entre autres, l'indexation du prestige de la nation

sur la tradition multiséculaire construite à l'instant. Principe élémentaire de distinction qui permet de tracer une frontière sûre entre les "grandes" et les "petites" nations, et de les inscrire dans une hiérarchie du vénérable et de l'admirable reposant sur l'ancienneté.

De là cette inversion des critères d'évaluation où la jeunesse, tant vantée parfois pour son dynamisme et quelques autres de ses caractéristiques supposées, est dévalorisée cependant que la vieillesse, négativement connotée en raison du réseau de correspondances qui la relie au déclin et à la mort, brille d'un éclat renouvelé puisqu'elle est synonyme de majesté, d'expérience et de puissance ; toutes condensées dans une permanence qui atteste ces qualités en même temps qu'elle les révèle au monde. C'est donc la persévérance de la France qui dit de manière irréfragable la gloire de cette nation capable de traverser plus de mille ans d'histoire sans jamais disparaître. Comment expliquer ce phénomène que l'on dit sans équivalent et qui se trouve au cœur de la rhétorique bien connue de l'exception française ? Vieille question. La « *mythidéologie* » [2], exploitée ici par Sarkozy mobilise un principe explicatif et de jugement qui emprunte beaucoup aux valeurs aristocratiques. Grande est la nation parce qu'elle dispose de fort lointains ancêtres qui, dotés de qualités hors du commun, l'ont forgée puis perpétuée.

Surgit ainsi une généalogie remarquable où se succèdent des hommes d'exception venus d'horizons religieux, politiques et philosophiques les plus divers mais tous soucieux de défendre et de porter au loin la civilisation qu'ils incarnent. Il en est du prestige des nations comme du prestige des nobles familles : leur respectabilité s'apprécie à l'aune de leurs ascendants qui doivent dessiner un arbre majestueux pourvus de racines se perdant si possible dans la nuit des temps. Telles sont quelques-unes des conditions nécessaires pour que certains événements du passé se transforment en une tradition vénérable qui devient une source inépuisable de gloire et de renommée ; elles rejaillissent alors sur ceux qui prétendent prolonger cette généalogie, et ces derniers sont réputés grands par cela que leurs ancêtres ont été resplendissants.

La tradition ainsi élaborée devient la grande opératrice grâce à laquelle des histoires fragmentées, dispersées et a priori peu cohérentes se muent en une Histoire exemplaire. En ces matières, rien ne se perd, tout se transmet d'âge en âge puisque le prestige, et les effets qu'il produit, sont entièrement dépendants de l'héritage historique et symbolique antérieur ; plus celui-ci est imposant, plus ceux-là seront éclatants, et plus les contemporains pourront s'en réclamer en puisant dans cette situation des avantages significatifs. Ainsi décrite par les mythe-idéologues, la France surpasse tous les autres pays puisque son histoire, plus que millénaire, est peuplée d'hommes fiers et valeureux.

Au principe de la constitution du passé colonial de la France en tradition puis en « histoire monumentale » se trouvent plusieurs opérations distinctes mais liées, comme en témoignent les propos de Nicolas Sarkozy. Tout d'abord, il y a ce qu'on pourrait appeler l'extrême contraction de la chronologie, la confusion des temps en fait, puisque mille ans d'histoire sont ramassés en quelques phrases qui permettent d'établir, par delà la discontinuité radicale des périodes citées, les changements de sociétés et de régimes, et la très grande diversité des acteurs, une continuité fictive mais remarquable entre les événements du Moyen Age, ceux de l'époque moderne et contemporaine, et l'actualité enfin. Plus précisément, c'est en « *escamotant une foule de différences* » essentielles que « l'homologie » [3], qui est au cœur de cette reconstruction, permet de faire croire en l'accomplissement d'un dessein ancien, unique et prestigieux. Dessein inlassablement poursuivi par les hommes qui, depuis cette période pourtant si reculée des Croisades jusqu'à nos jours, auraient partagé une seule et même ambition : faire triompher la France, ses valeurs et sa civilisation sur le théâtre du vaste monde.

Deux procédés distincts mais complémentaires sont ici employés : le premier repose sur une lecture rétrospective des événements et des mobiles des acteurs puisque les uns et les autres sont interprétés à la lumière des temps présents ; le second sur une conception volontariste et

téléologique du devenir historique car ainsi observé, il semble obéir à une force puissante – celle des audacieux bâtisseurs du pays – et orientée par la quête inlassable de colonies d'abord et d'un empire ensuite. Alors, des réalités et des formations historiques, dont les singularités sont niées, se muent en Histoire de France cependant que Clio est couchée dans le lit de Procuste de la « mythidéologie » nationale désormais peuplée de héros qui, par amour de la nation, n'ont cessé de porter au loin leurs idéaux. Comme l'écrit Nietzsche, *« l'histoire monumentale »* n'a *« que faire »* de la *« fidélité absolue ; toujours, elle rapprochera, généralisera et finalement identifiera des choses différentes, toujours elle atténuera la diversité des mobiles et des circonstances pour donner une image monumentale. »* [4]. Ainsi s'éclairent les raisons pour lesquelles ceux qui procèdent de la sorte ne cessent de puiser dans le registre convenu de "l'histoire-bataille" et dans celui de "l'histoire des grands hommes" réputés avoir fait cette histoire, justement, en sachant qu'ils la faisaient pour défendre et perpétuer la glorieuse tradition nationale que l'on sait.

Enfin, plus cette dernière est imposante parce qu'ancienne, plus il est possible de la convertir en une *« histoire édifiante »* [5] laquelle grandit les responsables politiques qui affirment s'en inspirer pour bâtir un monde digne de cette splendeur passée dont on comprend mieux pour quoi elle ne saurait passer ; ce serait trahir les ancêtres prestigieux dont l'œuvre vient d'être rappelée. Outre qu'elle est supposée élever donc, cette histoire a aussi pour fonction essentielle de susciter l'admiration et l'amour de la France réputée si profuse en événements et en personnages remarquables, et de restaurer ce faisant la fierté d'être Français, celle-là même qui serait menacée par la situation du pays et le rappel des crimes commis pendant si longtemps dans les territoires de l'empire. Ainsi mobilisée, « l'histoire édifiante » devient un vaste pharmakon riche en remèdes susceptibles d'aider à soigner les maux présents qui se nomment, selon Nicolas Sarkozy et beaucoup d'autres, « mondialisation », « désarroi », « crise d'identité », « crise morale » et résignation.

Là où des troubles de cette sorte sont réputés exister, là où prospèrent des inquiétudes diverses engendrées par la permanence d'un chômage de masse et la dégradation des conditions de vie et de travail d'un nombre croissant d'individus qui tendent à ruiner tout espoir, là où l'unité nationale est attaquée, dit-on, par la multiplication de revendications "communautaristes" perçues comme de graves périls intérieurs qui s'ajoutent aux menaces extérieures, « l'histoire édifiante » en général, et l'histoire coloniale en particulier, revisitées par les apologues de l'empire, offrent des certitudes apparentes. De plus, toutes deux sont la source d'affects positifs – l'amour et l'admiration, - parce qu'ils sont pensés comme des antidotes puissants aux différentes passions tristes et collectives qui viennent d'être énumérées. Mieux, ayant la France et son passé pour objets, ces affects se convertissent en estime de soi et en fierté puisées dans la conviction, qui semble historiquement fondée, de vivre dans un pays à l'histoire remarquable. Les citoyens qui sont pris dans cette dynamique affective s'aiment d'aimer cette contrée, et aiment cette contrée qui leur permet de s'aimer de nouveau.

Enfin, c'est essentiel pour comprendre les ressorts du charisme, cet amour et cette admiration se portent également sur l'homme qui incarne à leurs yeux cette réhabilitation de la France et d'eux-mêmes car il les aide à oublier humiliations, déceptions et inquiétudes. Ainsi s'instaurent des rapports affectifs forts entre Nicolas Sarkozy et ceux qui approuvent son discours auquel ils adhèrent d'autant plus qu'ils aiment son auteur pour les raisons exposées. Adhérer doit être pris ici dans tous les sens du terme. Relativement au cas particulier qui nous occupe, il signifie être convaincu par la rhétorique néo-impériale de ce dirigeant et être attaché à sa personne par des liens singuliers faits d'amour, d'admiration et de *« reconnaissance »* nés de *« l'enthousiasme »* et de *« l'espoir »* [6] suscité par l'objectif qu'il défend : reconstruire une France respectée conforme à ce qu'elle a toujours été, selon lui.

Il fut un temps où beaucoup affirmaient que du passé il fallait faire table rase pour mieux se soustraire à sa puissance conservatrice qui faisait peser sur la mémoire et les pratiques des vivants

le souvenir aliénant des morts, et pour fonder une société à nulle autre pareille puisqu'elle serait d'une radicale nouveauté, croyaient-ils. Désormais, c'est dans le passé magnifié que certains puisent leurs convictions pour tenter d'éclairer des lendemains conçus à l'image du premier. Les uns pensaient pouvoir mieux maîtriser le futur en se débarrassant d'un passé encombrant et nuisible à l'émancipation pour laquelle ils affirmaient combattre ; les autres restaurent au contraire ce dernier pour mieux le perpétuer ce pour quoi ils lui vouent un culte qu'ils croient original.

Sous couvert d'audace, de rupture et de modernité, on assiste à la reviviscence des lieux communs les plus convenus, à l'instrumentalisation démagogique de l'histoire, au sens propre du terme puisqu'il s'agit de flatter les multiples passions que l'on sait, et à la réhabilitation réactionnaire du discours colonial élaboré par les fondateurs de la Troisième République, entre autres. Triomphe de la Nation enfin libérée des divisions supposées l'affaiblir, réprobation de la pensée et de la recherche dès lors que celles-ci ne confortent pas les images d'Epinal de nouveau employées, condamnation des différends et stigmatisation des hommes et des femmes réputés entretenir ces derniers cependant que claque le drapeau bleu-blanc-rouge et que la Marseillaise retentit pour stimuler plus encore l'amour et la fierté indispensables à ses retrouvailles nationales, promesses d'une force, d'un rayonnement et d'un prestige retrouvés.

« La France, la France au-dessus de tout » et dans le cœur de tous puisque tous, en vertu d'une unanimiste et anti-démocratique injonction, sont sommés de l'aimer à peine d'être stigmatisés comme de mauvais citoyens ou comme des étrangers indignes de demeurer plus longtemps sur son territoire. L'amour exigé d'un côté, la menace de l'expulsion brandie de l'autre ; deux faces d'une même politique où la seconde est la vérité de la première puisqu'il s'agit d'intimider pour faire taire. *« Etroitesse et vanité nationales »* qui prospèrent sur le *« trafic des idéaux, ces très fortes boissons de l'esprit »*, et sur celui des espérances si longtemps trahies cependant que grâce aux *« discours grandiloquents »* et plein *« bons sentiments »* [7], rédigés par Henri Guaino - *« ce crayon qui se prend pour une plume »* selon le bon mot d'un député de la majorité -, le chef de l'Etat se donne des airs de sauveurs. Puissance de la démagogie qui teinte des couleurs de l'espoir la grisaille des temps présents.

Post-scriptum.

Les déclarations de Nicolas Sarkozy à l'université de Mentouri à Constantine le 5 décembre 2007 semblent avoir tempéré ses envolées néo-impériales antérieures puisqu'il affirmait que *« le système colonial était injuste par nature »* et qu'il *« ne pouvait être vécu autrement que comme une entreprise d'asservissement et d'exploitation. »* [8] Revirement ? Lucidité tardive ? Reconnaissance implicite des crimes contre l'humanité et des crimes de guerre commis par la monarchie de Juillet puis par plusieurs Républiques au cours des cent trente deux ans de "présence française" en Algérie comme certains osent encore l'écrire en usant de cette langue délicatement euphémisée destinée à faire oublier les méthodes employées par l'armée lors de la conquête, de la colonisation et du dernier conflit ?

Démagogie, opportunisme et mise en scène, encore et toujours. De même que le président flatte les passions populaires, comme on dit, il sait aussi jouer avec les sentiments de ses homologues étrangers lorsque des contrats importants, dont il s'attribue le mérite, sont en jeu. En Chine, le problème des droits de l'homme ne fut pas évoqué et l'inutile secrétaire d'Etat Rama Yade, supposée les défendre, sommée de rester à Paris pour ne pas compromettre les résultats de ce voyage officiel. C'est à l'aune de cette politique extérieure mercantile, que nulle rupture n'est venue réformer, qu'il faut interpréter les déclarations de Constantine. Elles ne sont que des moyens cyniquement mis au service d'une fin : la promotion de l'industrie nationale à quoi s'ajoute le désir de rehausser le prestige d'un président-voyageur représentant de commerce supposé être au service du pays, de ses entreprises et des Français.

Le succès économique et financier de ce séjour en Algérie exigeait quelques concessions verbales, ainsi fut fait, mais comme tous les démagogues, Nicolas Sarkozy ignore la contradiction ce pour quoi il peut dire tout et son contraire ; en ces matières rien ne l'engage et son principe est de n'en avoir pas. A preuve, le même qui a prononcé les paroles précitées dirige un Etat qui est le seul, parmi les anciennes puissances impériales européennes, à avoir juridiquement sanctionné une interprétation mensongère et officielle de son passé colonial par la grâce de la loi du 23 février 2005, toujours en vigueur en dépit du retrait de l'article 4. Pour les amateurs d'exception française, en voilà une remarquable mais sinistre.

Rappelons la rédaction de l'article premier de ce texte : *« La Nation exprime sa reconnaissance aux femmes et aux hommes qui ont participé* ***à l'œuvre accomplie par la France dans les anciens départements français d'Algérie, au Maroc, en Tunisie et en Indochine ainsi que dans les territoires placés antérieurement sous la souveraineté française****. »* [9]

A vous fiers bâtisseurs de l'empire qui ont laissé dans ces contrées lointaines les traces toujours visibles de la grandeur de la France, la patrie reconnaissante donc. Nicolas Sarkozy pense ce qu'il a déclaré et prétend faire ce qu'il dit ? Qu'il le prouve en demandant à son diaphane premier ministre et à sa majorité soumise d'abroger cette législation scélérate. Quant aux députés de l'opposition, qu'ils déposent, sans plus attendre, une proposition de loi en ce sens. Tous, nous les jugerons sur leurs actes, pas sur leurs déclarations.

P.-S.

* Article paru in La Revue Lignes, n°25, mars 2008, pp. 150-159.

Notes

[1] M. Foucault. « Le jeu de Michel Foucault » (Entretien) in *Dits et Ecrits II*, 1976-1988, Paris, Gallimard, 2001, p. 299. *« Le dispositif*, soutient-il, *est toujours inscrit dans un jeu de pouvoir, mais toujours lié aussi à une ou à des bornes de savoir, qui en naissent mais, tout autant, le conditionnent. C'est ça, le dispositif : des stratégies de rapports de force supportant des types de savoir, et supportés par eux. »* Idem, p. 300.

[2] Néologisme emprunté à M. Detienne. *Comment être autochtone. Du pur Athénien au Français raciné*, Paris, Seuil, 2003, p. 11.

[3] F. Nietzsche. « De l'utilité et des inconvénients de l'histoire pour la vie », in *Considérations inactuelles I et II*, textes et variantes établis par G. Colli et M. Montinari, traduction de P. Rusch, Paris, Gallimard, 1990, p. 106.

[4] F. Nietzsche. « De l'utilité et des inconvénients de l'histoire pour la vie », in *Considérations inactuelles I et II*, op. cit. , p. 106.

[5] J-Fr. Lyotard. *Heidegger et « les juifs »*, Paris, Galilée, 1988, p. 23.

[6] M. Weber. *Economie et société/1. Les catégories de la sociologie*, traduit par J. Freund, E. de Dampierre et alii, p. 321. *« Etre français, c'est se sentir l'héritier d'une seule et même histoire dont nous avons toutes les raisons d'être fiers »* soutient Sarkozy. Rubrique « Français » in Sarkozy.fr

[7] F. Nietzsche. *La généalogie de la morale*, textes et variantes établis par G. Colli et M. Montinari, traduction de I. Hildenbrand et J. Gratien, Paris, Gallimard, 1995, p. 190.

[8] « Discours de M. le Président de la République. Université de Mentouri. Constantine – Mercredi 5 décembre 2007. » Site Internet de la « Présidence de la République. »

[9] Loi n°2005-158 du 23 février 2005 « portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés. » *Journal officiel* n°46 du 24 février 2005. (Souligné par nous.) A des journalistes qui l'accompagnait N. Sarkozy déclarait : *« Quand vous circulez dans les rues d'Alger, il n'y a pas matière à s'excuser. On voit bien qu'à l'intérieur du système colonial que je dénonce, il y a des gens qui ont fait des choses bien. » Libération.fr*, jeudi 6 décembre 2007.